

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE RELATIVE A L'APPLICATION
DE LA CONVENTION DE 1902
POUR RÉGLER LA TUTELLE DES MINEURS
(PAYS-BAS c. SUÈDE)

ARRÊT DU 28 NOVEMBRE 1958

1958

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING THE APPLICATION
OF THE CONVENTION OF 1902
GOVERNING THE GUARDIANSHIP OF INFANT
(NETHERLANDS *v.* SWEDEN)

JUDGMENT OF NOVEMBER 28th, 1958

Le présent arrêt doit être cité comme suit :

« *Affaire relative à l'application de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède), Arrêt du 28 novembre 1958: C. I. J. Recueil 1958, p. 55.* »

This Judgment should be cited as follows:

“*Case concerning the Application of the Convention of 1902 governing the Guardianship of Infants (Netherlands v. Sweden), Judgment of November 28th, 1958: I.C.J. Reports 1958, p. 55.*”

N° de vente : 200
Sales number

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1958

28 novembre 1958

AFFAIRE RELATIVE A L'APPLICATION
DE LA CONVENTION DE 1902
POUR RÉGLER LA TUTELLE DES MINEURS
(PAYS-BAS c. SUÈDE)

Convention de La Haye de 1902 pour régler la tutelle des mineurs. — Droit de garde du tuteur. — Loi suédoise du 6 juin 1924 sur la protection de l'enfance et de la jeunesse. — Mise et maintien sous le régime de l'éducation protectrice d'une mineure néerlandaise résidant en Suède. — Entrave apportée à l'exercice du droit de garde du tuteur. — Éducation protectrice et tutelle. — Loi nationale du mineur. — Loi locale. — Ordre public. — La Convention de 1902 et la loi sur la protection de l'enfance et de la jeunesse.

ARRÊT

Présents : M. KLAESTAD, Président ; M. ZAFRULLA KHAN, Vice-Président ; MM. BASDEVANT, HACKWORTH, WINIARSKI, BADAWI, ARMAND-UGON, KOJEVNIKOV, Sir Hersch LAUTERPACHT, MM. MORENO QUINTANA, CORDOVA, WELLINGTON KOO, SPIROPOULOS, Sir Percy SPENDER, Juges ; MM. STERZEL et OFFERHAUS, Juges ad hoc ; M. AQUARONE, Greffier en exercice.

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1958

1958
November 28th
General List:
No. 33

November 28th, 1958

CASE CONCERNING THE APPLICATION
OF THE CONVENTION OF 1902
GOVERNING THE GUARDIANSHIP OF INFANTS
(NETHERLANDS *v.* SWEDEN)

Hague Convention of 1902 governing the Guardianship of Infants.—Guardian's right to custody.—Swedish Law of June 6th, 1924, on the protection of children and young persons.—Placing and maintenance under the regime of protective upbringing of a Dutch infant residing in Sweden.—Impediment on the exercise of the guardian's right to custody.—Protective upbringing and guardianship.—National law of the Infant.—Local law.—Ordre public.—The 1902 Convention and the Law on the protection of children and young persons.

JUDGMENT

Present: President KLAESTAD; *Vice-President* ZAFRULLA KHAN; *Judges* BASDEVANT, HACKWORTH, WINIARSKI, BADAWI, ARMAND-UGON, KOJEVNIKOV, Sir Hersch LAUTERPACHT, MORENO QUINTANA, CÓRDOVA, WELLINGTON KOO, SPIROPOULOS, Sir Percy SPENDER; *Judges ad hoc* STERZEL and OFFERHAUS; *Acting Registrar* AQUARONE.

En l'affaire relative à l'application de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs,

entre

le Royaume des Pays-Bas,
représenté par

M. W. Riphagen, conseiller juridique au ministère des Affaires étrangères,

comme agent,
assisté de

M. I. Kisch, professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Amsterdam,

comme conseil,
et de

M. J. G. Sauveplanne,
comme expert,

et

le Royaume de Suède,
représenté par

M. Sven Dahlman, ambassadeur de Suède à La Haye,
comme agent,

assisté de

M. Sture Petrén, ambassadeur, directeur des affaires juridiques au ministère royal des Affaires étrangères,

M. Henri Rolin, professeur de droit international à l'Université libre de Bruxelles,

comme conseils,

LA COUR,

ainsi composée,

rend l'arrêt suivant :

Par lettre du 9 juillet 1957, reçue au Greffe le 10 juillet 1957, le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas a transmis une requête introductive d'instance, datée du 9 juillet 1957, exposant un différend avec le Gouvernement du Royaume de Suède au sujet de l'application de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs. En même temps, le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas notifiait au Greffe que M. W. Riphagen avait été désigné comme agent du Gouvernement néerlandais dans cette affaire.

In the case concerning the application of the Convention of 1902 governing the guardianship of infants,

between

the Kingdom of the Netherlands,
represented by

M. W. Riphagen, Legal Adviser to the Ministry for Foreign Affairs,

as Agent,

assisted by

M. I. Kisch, Professor of the Faculty of Law of the University of
Amsterdam,

as Counsel,

and by

M. J. G. Sauveplanne,

as Expert,

and

the Kingdom of Sweden,
represented by

M. Sven Dahlman, Ambassador of Sweden at The Hague,

as Agent,

assisted by

M. Sture Petré, Ambassador, Director of Legal Affairs at the
Royal Ministry for Foreign Affairs,

M. Henri Rolin, Professor of International Law at the Free
University of Brussels,

as Counsel,

THE COURT,

composed as above,

delivers the following Judgment :

In a letter of July 9th, 1957, received in the Registry on July 10th, 1957, the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands transmitted an Application dated July 9th, 1957, instituting proceedings in a dispute with the Government of the Kingdom of Sweden concerning the application of the Convention of 1902 governing the guardianship of infants. At the same time, the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands notified the Registry of the appointment of M. W. Riphagen as Agent for the Netherlands Government in the case.

La requête ainsi déposée au Greffe le 10 juillet 1957 vise expressément l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice par le Royaume de Suède le 6 avril 1957 et par le Royaume des Pays-Bas le 1^{er} août 1956. Elle se réfère à une mesure prise et maintenue par les autorités suédoises à l'égard de la mineure Marie Elisabeth Boll, de nationalité néerlandaise, née à Norrköping le 7 mai 1945, du mariage de Johannes Boll, de nationalité néerlandaise, et de Gerd Elisabeth Lindwall, décédée le 5 décembre 1953, qui possédait la nationalité suédoise avant son mariage. La requête allègue que les autorités suédoises n'ont pas agi conformément aux dispositions de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs, dont les dispositions sont basées sur le principe que la loi nationale du mineur est applicable et que les autorités nationales sont compétentes.

Conformément à l'article 40, paragraphe 2, du Statut, la requête a été communiquée au Gouvernement du Royaume de Suède. Conformément au paragraphe 3 du même article, les autres Membres des Nations Unies, ainsi que les États non membres admis à ester en justice devant la Cour, en ont été informés.

La requête ayant fait état des dispositions de la Convention signée à La Haye le 12 juin 1902 pour régler la tutelle des mineurs, les États autres que les Parties en litige ayant participé à cette Convention en ont été avertis, conformément à l'article 63, paragraphe 1, du Statut.

Les délais pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire ont été fixés par ordonnance du Président de la Cour internationale de Justice du 19 août 1957, et les délais pour le dépôt de la réplique et de la duplique ont été fixés par ordonnance de la Cour du 17 avril 1958.

Les pièces de la procédure écrite ayant été déposées dans les délais prévus par ces ordonnances, l'affaire s'est trouvée en état à l'expiration du dernier de ces délais, le 28 août 1958.

En application de l'article 31, paragraphe 3, du Statut, ont été désignés pour siéger comme juges *ad hoc* dans la présente affaire: M. Fredrik Julius Christian Sterzel, ancien juge à la Cour suprême de Suède, par le Gouvernement suédois et M. Johannes Offerhaus, professeur de droit international privé à l'Université d'Amsterdam, par le Gouvernement des Pays-Bas.

A l'ouverture de l'audience du 25 septembre 1958, la Cour a reçu les déclarations solennelles faites par MM. Sterzel et Offerhaus, juges *ad hoc*, conformément à l'article 20 du Statut et à l'article 5 du Règlement.

Lors des audiences qui ont été tenues les 25, 26, 29 et 30 septembre, 1^{er}, 3 et 4 octobre 1958, la Cour a entendu en leurs plaidoiries et répliques M. Riphagen et M. le professeur Kisch, au nom du Gouvernement des Pays-Bas, et M. Dahlman, M. le professeur

The Application thus filed in the Registry on July 10th, 1957, expressly refers to Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court and to the acceptance of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice by the Kingdom of Sweden on April 6th, 1957, and by the Kingdom of the Netherlands on August 1st, 1956. It refers to a measure taken and maintained by the Swedish authorities in respect of the infant Marie Elisabeth Boll, a Dutch national, born at Norrköping on May 7th, 1945, of the marriage of Johannes Boll, of Dutch nationality, and Gerd Elisabeth Lindwall, who died on December 5th, 1953, and who was of Swedish nationality before her marriage. The Application alleges that the Swedish authorities acted contrary to the provisions of the Convention of 1902 governing the guardianship of infants, which provisions are based on the principle that the national law of the infant is applicable and the national authorities are competent.

Pursuant to Article 40, paragraph 2, of the Statute, the Application was communicated to the Government of the Kingdom of Sweden and, pursuant to paragraph 3 of the same Article, other Members of the United Nations as well as non-member States entitled to appear before the Court were notified of it.

Since the Application referred to the provisions of the Convention governing the guardianship of infants, signed at The Hague on June 12th, 1902, the States other than those concerned in the case which are parties to the Convention were notified in accordance with Article 63, paragraph 1, of the Statute.

Time-limits for the filing of the Memorial and Counter-Memorial were fixed by an Order of the President of the International Court of Justice of August 19th, 1957, and time-limits for the filing of the Reply and the Rejoinder were fixed by an Order of the Court of April 17th, 1958.

The pleadings having been filed within the time-limits fixed by these Orders, the case was ready for hearing on the date of the expiry of the last time-limit, namely, August 28th, 1958.

M. Fredrik Julius Christian Sterzel, former Judge of the Supreme Court of Sweden, and M. Johannes Offerhaus, Professor of Private International Law at the University of Amsterdam, were respectively chosen, in accordance with Article 31, paragraph 3, of the Statute, to sit as Judges *ad hoc* in the present case by the Government of the Kingdom of Sweden and the Government of the Kingdom of the Netherlands.

At the opening of the hearing on September 25th, 1958, the Court heard the solemn declarations made, in accordance with Article 20 of the Statute and Article 5 of the Rules of Court, by MM. Sterzel and Offerhaus, Judges *ad hoc*.

In the course of hearings held on September 25th, 26th, 29th and 30th, and October 1st, 3rd and 4th, 1958, the Court heard the oral arguments and replies of M. Riphagen and Professor Kisch, on behalf of the Government of the Netherlands, and of M. Dahlman,

Rolin et M. Petrén, au nom du Gouvernement de la Suède.

Au cours de la procédure écrite et orale, les conclusions ci-après ont été prises par les Parties:

Au nom du Gouvernement des Pays-Bas, dans la requête:

« Plaise à la Cour:

Donner acte à l'agent du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas que, pour toutes notifications et communications relatives à la présente affaire, il élit domicile au ministère des Affaires étrangères à La Haye;

Notifier la présente requête, conformément à l'article 40, alinéa 2, du Statut de la Cour, au Gouvernement du Royaume de Suède;

Dire et juger, tant en l'absence qu'en présence dudit Gouvernement et après tel délai que, sous réserve des propositions faites par accord entre les Parties, il appartiendra à la Cour de fixer:

Que la mesure prise et maintenue par les autorités suédoises à l'égard de Marie Elisabeth Boll, à savoir le « skyddsuppfostran » institué et maintenu par décrets du 5 mai 1954, du 22 juin 1954, du 5 octobre 1954, du 3 juin 1955 et du 21 février 1956, n'est pas conforme aux obligations qui incombent à la Suède vis-à-vis des Pays-Bas, en vertu de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs;

Que la Suède est obligée de lever cette mesure. »

Au nom du Gouvernement des Pays-Bas, dans le mémoire:

« Plaise à la Cour dire et juger:

Que la mesure prise et maintenue par les autorités suédoises à l'égard de Marie Elisabeth Boll, à savoir le « skyddsuppfostran » institué et maintenu par décrets du 5 mai 1954, du 22 juin 1954, du 5 octobre 1954, du 3 juin 1955 et du 21 février 1956, n'est pas conforme aux obligations qui incombent à la Suède vis-à-vis des Pays-Bas, en vertu de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs;

Que la Suède est obligée de lever cette mesure. »

Au nom du Gouvernement de la Suède, dans le contre-mémoire:

« Le Gouvernement suédois prie respectueusement la Cour de déclarer la demande du Gouvernement néerlandais sans fondement. »

Au nom du Gouvernement des Pays-Bas, dans la réplique:

« L'éducation protectrice à l'égard de Marie Elisabeth Boll n'est pas conforme aux obligations dont la Suède est tenue vis-à-vis des Pays-Bas en application de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs, et ceci pour les motifs suivants:

I. l'éducation protectrice porte atteinte à la tutelle néerlandaise à laquelle la Convention s'applique pleinement;

Professor Rolin and M. Petré, on behalf of the Government of Sweden.

During the written and oral proceedings the following Submissions were presented by the Parties:

On behalf of the Government of the Netherlands, in the Application:

“May it please the Court:

To take note that for the purpose of all notifications and communications relating to the present case, the Agent for the Government of the Kingdom of the Netherlands selects as his address for service the Ministry for Foreign Affairs at The Hague;

To notify the present Application, in accordance with Article 40, paragraph 2, of the Statute of the Court to the Government of the Kingdom of Sweden;

To adjudge and declare, whether the Government of the Kingdom of Sweden appears or not, and after such time-limit as, subject to proposals made by agreement between the Parties, it will be for the Court to fix:

That the measure taken and maintained by the Swedish authorities in respect of Marie Elisabeth Boll, namely, the ‘skyddsuffostrar’ instituted and maintained by the decrees of May 5th, 1954, June 22nd, 1954, October 5th, 1954, June 3rd, 1955, and February 21st, 1956, is not in conformity with the obligations binding upon Sweden *vis-à-vis* the Netherlands by virtue of the 1902 Convention governing the guardianship of infants;

That Sweden is under an obligation to end this measure.”

On behalf of the Government of the Netherlands, in the Memorial:

“The Netherlands Government submit that the Court should adjudge and declare:

That the measure taken and maintained by the Swedish authorities in respect of Marie Elisabeth Boll, namely, the ‘skyddsuffostrar’ instituted and maintained by the decrees of May 5th, 1954, June 22nd, 1954, October 5th, 1954, June 3rd, 1955, and February 21st, 1956, is not in conformity with the obligations binding upon Sweden *vis-à-vis* the Netherlands by virtue of the 1902 Convention governing the guardianship of infants;

That Sweden is under an obligation to end this measure.”

On behalf of the Government of Sweden, in the Counter-Memorial:

“The Swedish Government respectfully prays the Court to declare that the claim of the Government of the Netherlands is unfounded.”

On behalf of the Government of the Netherlands, in the Reply:

“The protective education in respect of Marie Elisabeth Boll is not in conformity with the obligations binding upon Sweden *vis-à-vis* the Netherlands by virtue of the 1902 Convention governing the guardianship of infants, on the following grounds:

I. that the protective education affects Netherlands guardianship, fully covered by the Convention;

- II. l'ordre public ne peut pas écarter la Convention parce que
- A. l'ordre public en général ne peut pas écarter les conventions, et
 - B. quand bien même l'ordre public pourrait écarter les conventions, les conditions de son intervention ne sont pas réunies, étant donné que, dans l'espèce présente,
 - 1. il n'existe aucun lien de rattachement au fond entre la situation litigieuse et la Suède;
 - 2. aucun fait n'a été invoqué qui justifie et permette une dérogation à l'application normale des règles de conflit.

Par conséquent, la Suède est tenue de mettre fin à l'éducation protectrice. »

Au nom du Gouvernement de la Suède, dans la duplique :

« Plaise à la Cour :

Dire pour droit que la mesure d'éducation protectrice prise à l'égard de Marie Elisabeth Boll n'a en rien contrevenu aux obligations liant la Suède à l'égard des Pays-Bas en vertu de la Convention de 1902 concernant la tutelle des mineurs

1° parce que les droits de garde dont l'exercice a été temporairement entravé par l'effet de ladite mesure sont étrangers à la tutelle, telle qu'elle est comprise dans ladite Convention :

a) soit quant au droit de garde de M. Johannes Boll, parce que ce droit de garde lui appartenait indépendamment de ladite tutelle,

b) soit quant au droit de garde de M^{me} Postema, celui-ci lui étant échu à la suite d'une décision judiciaire néerlandaise qui visait le droit de garde de M. Johannes Boll et n'était dès lors pas couverte par la Convention ;

2° parce que la mesure protectrice prise à l'égard d'un enfant étranger se trouvant en territoire suédois l'a été en vertu d'une loi suédoise de droit public dont l'application échappe aux règles de conflit de lois contenues dans la Convention de 1902.

En conséquence, dire les conclusions prises par M. l'agent du Gouvernement néerlandais le 18 juin 1958 non recevables et non fondées.

Déclarer non recevable la conclusion du Gouvernement néerlandais tendant à faire déclarer que le Gouvernement suédois n'établir pas de circonstances pouvant justifier la mesure incriminée.

Subsidiairement sur ce dernier point :

Si la Cour jugeait devoir connaître des motifs des décisions administratives suédoises relatives à la mesure litigieuse, donner acte à M. l'agent du Gouvernement suédois qu'il soit prêt à produire le dossier administratif de cette affaire, suivant les modalités que la

- II. that *ordre public* cannot prevail against the Convention, because
- A. *ordre public* generally cannot overrule conventions, and
 - B. even if *ordre public* could overrule conventions, the conditions for *ordre public* have not been complied with, since, in the present case,
 - i. there is no substantive connection between the situation and Sweden;
 2. no facts have been stated that warrant and bear out a departure from the normal application of conflict rules.

Therefore, Sweden is under the obligation to discontinue the protective education."

On behalf of the Government of Sweden, in the Rejoinder:

"That it may please the Court

To declare that the measure of protective upbringing decreed in respect of Marie Elisabeth Boll has in no way contravened the obligations binding upon Sweden *vis-à-vis* the Netherlands under the 1902 Convention governing the guardianship of infants

1. because the rights to custody and control, the exercise of which has been temporarily impeded as a result of the said measure, are rights outside the scope of guardianship as understood in the said Convention:
 - (a) in the case of the right of M. Johannes Boll to custody and control, because that right was his independently of the said guardianship,
 - (b) in the case of the right of Mme Postema to custody and control, the right having devolved upon her in consequence of a judicial decision in the Netherlands which was concerned with the right of M. Johannes Boll to custody and control and which was accordingly not covered by the Convention;
2. because the protective measure decreed in respect of a foreign child on Swedish territory was decreed by virtue of a Swedish rule of public law, the application of which is outside the scope of the rules of conflict of laws contained in the 1902 Convention.

In the premises, to hold that the Submissions of June 18th, 1958, of the Agent for the Government of the Netherlands are inadmissible and ill-founded.

To hold inadmissible the Submission of the Government of the Netherlands seeking a declaration that the Swedish Government has not established the existence of circumstances which would justify the measure complained of.

In the alternative on the last point

If the Court should deem it necessary to take cognizance of the reasons for the Swedish administrative decisions concerned with the measure in dispute, to place on record that the Agent for the Swedish Government should be prepared to produce the administra-

Cour prescrirait. »

Au nom du Gouvernement de la Suède, à l'audience du 1^{er} octobre 1958:

« Plaise à la Cour,

Quant à la recevabilité:

dire pour droit

1) que les droits de garde, d'éducation et autre exercés par Johannes Boll sur la personne de sa fille jusqu'au 5 août 1954 relevaient de sa puissance paternelle et non de la tutelle au sens de la Convention de 1902; qu'il en était d'autant plus sûrement ainsi en l'espèce qu'à son initiative sa tutelle avait été initialement organisée suivant la loi suédoise qui ne comprend pas dans cette institution les droits relatifs à la personne de l'enfant; que la décision du 5 mai 1954 n'a pu dès lors léser des droits protégés par la Convention;

2) que lorsqu'ultérieurement les autorités néerlandaises eurent successivement organisé la tutelle de Johannes Boll suivant la loi néerlandaise, puis déchargé Johannes Boll de ses fonctions pour lui substituer Catherine Postema, les tribunaux suédois mirent fin à la tutelle organisée par eux;

3) que néanmoins, la Suède n'étant pas tenue par la Convention de 1902 de reconnaître la validité de la décision néerlandaise mettant fin à la puissance paternelle de Johannes Boll, ni par suite, du transfert de ces droits à Catherine Postema, la lésion éventuelle de ceux-ci ne constituerait pas non plus une violation de la Convention;

Quant au fond

dire pour droit

que les règles de conflits de loi qui font l'objet de la Convention de 1902 sur la tutelle des enfants mineurs n'affectent pas le droit des Hautes Parties contractantes d'imposer aux pouvoirs des tuteurs étrangers, comme du reste des parents étrangers, les limitations réclamées par leur ordre public;

que ces règles laissent notamment intactes les compétences des autorités administratives assurant le service public de la protection de l'enfance;

que la mesure d'éducation protectrice prise à l'égard d'Elisabeth Boll n'a pu dès lors violer en rien la Convention de 1902 dont les Pays-Bas se réclament;

que d'autre part il n'appartient pas à la Cour en l'absence de toute imputation de déni de justice d'apprécier les motifs qui ont amené les autorités suédoises compétentes à décréter ou maintenir ladite mesure;

tive file in this case in such manner and subject to such conditions as the Court may prescribe.”

On behalf of the Government of Sweden, at the hearing of October 1st, 1958:

“May it please the Court

As to admissibility:

to hold

(1) that the rights pertaining to custody and control, to upbringing and all other rights exercised by Johannes Boll over the person of his daughter until August 5th, 1954, derived from his *puissance paternelle* and not from guardianship within the meaning of the 1902 Convention; that this was more particularly so in the present case inasmuch as on his application his guardianship was originally instituted in accordance with Swedish law which does not regard as falling within this institution rights relating to the person of the child; that the decision of May 5th, 1954, could accordingly not infringe any rights protected by the Convention;

(2) that when the Dutch authorities had subsequently instituted the guardianship of Johannes Boll in accordance with the law of the Netherlands and later released Johannes Boll from his functions, replacing him by Catherine Postema, the Swedish Courts terminated the guardianship instituted by them;

(3) that notwithstanding, Sweden not being bound by the 1902 Convention to recognize the validity of the Dutch decision putting an end to the *puissance paternelle* of Johannes Boll, nor consequently of the transfer of these rights to Catherine Postema, any breach of those rights would not constitute a violation of the Convention;

As to the merits:

to hold

that the rules pertaining to conflict of laws which form the subject-matter of the 1902 Convention on the guardianship of infant children do not affect the right of the High Contracting Parties to impose upon the powers of foreign guardians, as indeed of foreign parents, the restrictions called for by their *ordre public*;

that these rules leave unaffected in particular the competence of the administrative authorities responsible for the public service of the protection of children;

that the measure of protective upbringing taken in respect of Elisabeth Boll cannot accordingly in any way have contravened the 1902 Convention relied upon by the Netherlands;

that it is furthermore not for the Court, in the absence of any allegation of denial of justice, to judge the grounds on which the competent Swedish authorities decided to decree or to maintain the said measure;

En conséquence,

Plaise à la Cour

déclarer la demande ni recevable ni fondée,

subsidiairement,

avant faire droit, inviter la Partie défenderesse à produire le dossier des enquêtes administratives qui ont conduit aux décisions contestées. »

Au nom du Gouvernement des Pays-Bas, à l'audience du 3 octobre 1958:

« Plaise à la Cour

déclarer:

- I. que le « skyddsuppfostran » (éducation protectrice) limite la tutelle néerlandaise telle qu'elle est protégée par la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs;
- II. que l'ordre public ne saurait prévaloir contre la Convention parce que l'ordre public, d'une manière générale, ne peut être invoqué à l'encontre des conventions;
- III. que même si l'ordre public pouvait être invoqué contre la Convention:
 - A. la Cour, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le Statut, est pleinement compétente pour apprécier à la lumière de tous les faits pertinents et des circonstances et de la nature des dispositions législatives internes qui leur ont été appliquées si les conditions de l'ordre public ont été respectées ou non;
 - B. dans le présent litige, l'ordre public ne se justifie pas,
 - i) ni par le caractère de l'affaire,
 - ii) ni par le caractère de la disposition de la loi suédoise telle qu'elle a été appliquée à l'affaire.

En conséquence,

Plaise à la Cour

dire et juger:

que la mesure prise et maintenue par les autorités suédoises à l'égard de Marie Elisabeth Boll, à savoir le « skyddsuppfostran » institué et maintenu par décrets du 5 mai 1954, du 22 juin 1954, du 5 octobre 1954, du 3 juin 1955 et du 21 février 1956, n'est pas conforme aux obligations qui incombent à la Suède vis-à-vis des Pays-Bas, en vertu de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs;

Que la Suède est obligée de lever cette mesure. »

Les conclusions des Parties, en la forme à elles donnée les 1^{er} et 3 octobre 1958, respectivement, constituent leurs conclusions finales.

In the premises,

May it please the Court

to declare that the claim is neither admissible nor well-founded;
in the alternative,

before adjudication, to invite the Respondent to produce the file of the administrative enquiries which led to the disputed decisions."

On behalf of the Government of the Netherlands, at the hearing of October 3rd, 1958:

"May it please the Court
to declare:

- I. that the 'skyddsuppfostran' (protective education) curtails Netherlands guardianship as protected by the 1902 Convention governing the guardianship of infants;
- II. that *ordre public* cannot prevail against the Convention, because *ordre public* generally cannot be invoked against conventions;
- III. that, even if *ordre public* could be invoked against the Convention:
 - A. the Court, in virtue of its powers under the Statute, is fully competent to appreciate, in the light of all the relevant facts and circumstances and the nature of the municipal legal provisions applied thereto, whether or not the conditions for *ordre public* have been complied with;
 - B. in the present issue *ordre public* is not warranted,
 - i. either by the character of the case,
 - ii. or by the character of the provision of Swedish law as applied to the case.

Therefore

May it please the Court

to adjudge and declare:

that the measure taken and maintained by the Swedish authorities in respect of Marie Elisabeth Boll, namely the 'skyddsuppfostran' instituted and maintained by the decrees of May 5th, 1954, June 22nd, 1954, October 5th, 1954, June 3rd, 1955, and February 21st, 1956, is not in conformity with the obligations binding upon Sweden *vis-à-vis* the Netherlands by virtue of the 1902 Convention governing the guardianship of infants;

That Sweden is under an obligation to end this measure."

The Submissions of the Parties, in the form in which they were presented on October 1st and 3rd, 1958, respectively, constitute their final Submissions.

* * *

Le différend sur lequel la Cour se trouve appelée à statuer a été nettement précisé par les Parties dans leurs écritures et plaidoiries. La Cour est saisie d'un cas concret: les autorités suédoises en appliquant la mesure d'éducation protectrice (*skyddsuppfostran*) à la mineure néerlandaise Marie Elisabeth Boll ont-elles manqué à des obligations découlant de la Convention de 1902 sur la tutelle des mineurs? La tâche de la Cour reste ainsi limitée. Elle n'a pas à se préoccuper du bien-fondé de l'application de la loi suédoise sur la protection de l'enfance et de la jeunesse du 6 juin 1924, ni à se prononcer sur la juste appréciation des motifs sur lesquels les décisions contestées se fondent, ni sur les circonstances auxquelles se rattachent ces motifs. Ces questions sortiraient des termes du présent différend et feraient surgir des points qui sont hors du litige.

* * *

Les conclusions finales du Gouvernement des Pays-Bas, avant de prier la Cour de dire et juger que la Suède, en prenant et maintenant la mesure incriminée, a manqué à ses obligations en vertu de la Convention de 1902, lui demandent de « déclarer » certaines propositions relatives à l'effet de l'éducation protectrice et à l'ordre public. Ces propositions sont, en réalité, les considérations essentielles qui, selon le Gouvernement des Pays-Bas, doivent conduire la Cour à dire et juger que la Suède a manqué à ses obligations. Dans une forme moins catégorique, les conclusions du Gouvernement de la Suède procèdent d'une façon analogue. La Cour doit statuer sur l'objet du litige; elle n'a pas, ainsi qu'elle l'a observé dans l'affaire des *Pêcheries*, à se prononcer sur un énoncé de cette sorte (C. I. J. Recueil 1951, p. 126). Elle reste libre dans le choix des motifs sur lesquels elle fondera son arrêt et n'est pas tenue d'examiner toutes les considérations présentées par les Parties, si d'autres lui paraissent suffisantes à cette fin.

* * *

Les faits essentiels non contestés qui se trouvent à la base de la présente affaire sont les suivants: Gerd Elisabeth Lindwall, épouse de Johannes Boll et mère de Marie Elisabeth Boll, étant décédée le 5 décembre 1953, Johannes Boll, père de celle-ci, est devenu de ce fait son tuteur par l'effet de l'article 378 du Code civil néerlandais. Le 18 mars 1954, à la demande du père et sans qu'ait été mentionnée alors la nationalité néerlandaise de la mineure, la seconde chambre du Tribunal de première instance de Norrköping en Suède a enregis-

* * *

The dispute upon which the Court is called on to adjudicate has been clearly defined by the Parties in their Pleadings and oral arguments. The Court has before it a concrete case: did the Swedish authorities, by applying the measure of protective upbringing (*skyddsuppföstran*) to the Dutch infant, Marie Elisabeth Boll, fail to respect obligations resulting from the 1902 Convention on the guardianship of infants? The task of the Court is thus limited. It is not concerned with the correctness of the application of the Swedish Law of June 6th, 1924, on the protection of children and young persons, nor has it to pass upon the proper appreciation of the grounds on which the challenged decisions are based, or on the circumstances to which those grounds are related. These questions are not within the terms of the present dispute and would raise points which are outside the proceedings.

* * *

The final Submissions of the Government of the Netherlands, before asking the Court to adjudge and declare that Sweden, in taking and maintaining the measure complained of, is in breach of its obligations under the 1902 Convention, ask it to "declare" certain propositions relating to the effect of protective upbringing and to *ordre public*. These propositions are, in reality, the essential considerations which, in the view of the Government of the Netherlands, must lead the Court to adjudge and declare that Sweden is in breach of its obligations. In a less categorical form, the Submissions of the Government of Sweden are set out in a similar way. The Court has to adjudicate upon the subject of the dispute; it is not called upon, as it pointed out in the *Fisheries* case, to pronounce upon a statement of this kind (I.C.J. Reports 1951, p. 126). It retains its freedom to select the ground upon which it will base its judgment, and is under no obligation to examine all the considerations advanced by the Parties if other considerations appear to it to be sufficient for its purpose.

* * *

The essential and undisputed facts underlying the present case are as follows: Gerd Elisabeth Lindwall, the wife of Johannes Boll and mother of Marie Elisabeth Boll, having died on December 5th, 1953, Johannes Boll, the latter's father, thereupon became her guardian by the operation of Article 378 of the Civil Code of the Netherlands. On March 18th, 1954, on the application of the father and without any reference then being made to the Dutch nationality of the infant, the Second Chamber of the Court of First Instance at

tré la tutelle du père et nommé Emil Lindwall curateur (*god man*) de Marie Elisabeth, conformément au droit suédois sur la tutelle.

Le 5 mai 1954, l'office des mineurs de Norrköping, confirmant la décision prise le 26 avril 1954 par le président de cet office, a décidé de placer la mineure sous le régime de l'éducation protectrice, en application de l'article 22 a) de la loi suédoise du 6 juin 1924.

Le juge cantonal d'Amsterdam, le 2 juin 1954, a nommé Jan Albertus Idema, de nationalité néerlandaise, domicilié à Dordrecht, subrogé-tuteur de la mineure Marie Elisabeth Boll, son père étant de plein droit son tuteur.

Celui-ci a, avec le subrogé-tuteur, interjeté appel contre l'institution de l'éducation protectrice, auprès du Gouvernement de la province d'Östergötland, lequel a, par décision du 22 juin 1954, confirmé la décision de l'office des mineurs.

Le 5 août 1954, le Tribunal de première instance de Dordrecht, à la demande formulée par le conseil de tutelle de la même ville et du consentement de Johannes Boll, a relevé celui-ci de ses fonctions de tuteur de Marie Elisabeth Boll et nommé aux fonctions de tuteur Catharina Postema. Ce même jugement ordonne que ladite enfant soit remise à la tutrice.

La seconde chambre du Tribunal de première instance de Norrköping, le 16 septembre 1954, a annulé l'enregistrement antérieurement effectué de la tutelle de Johannes Boll et ordonné que la tutelle ne soit plus réglée conformément à la loi suédoise. Dans la même décision le tribunal rejette la requête visant à relever Emil Lindwall de ses fonctions de curateur de la mineure Marie Elisabeth. La Cour d'appel de Göta, par décision du 21 janvier 1955, a maintenu ce curateur mais un arrêt de la Cour suprême du 2 juillet 1955 a annulé cette décision et déchargé de ses fonctions le curateur.

Sur le recours de Johannes Boll, Jan Albertus Idema et Catharina Postema, contre la décision du Gouvernement de la province d'Östergötland, en date du 22 juin 1954, la Cour suprême administrative de Suède a, par arrêt du 5 octobre 1954, maintenu la mesure d'éducation protectrice.

L'office des mineurs de Norrköping, le 3 juin 1955, sur une lettre du père de la mineure Marie Elisabeth Boll et à la demande de Jan Albertus Idema, a décidé d'obtenir un nouveau rapport médical avant de revoir la mesure d'éducation protectrice. Le Gouvernement de la province d'Östergötland, sur appel contre cette décision interjeté par Catharina Postema et Jan Albertus Idema, a, le 28 octobre 1955, ordonné la levée de la mesure d'éducation protectrice. Sur appel de l'office des mineurs contre cette décision, la Cour suprême administrative, par arrêt du 21 février 1956, a maintenu la mesure adoptée le 3 juin 1955 par cet office.

Norrköping in Sweden registered the guardianship of the father and appointed Emil Lindwall as *god man* of Marie Elisabeth, pursuant to Swedish law of guardianship.

On May 5th, 1954, the Child Welfare Board at Norrköping, confirming the decision made on April 26th, 1954, by the President of the Board, decided to place the infant under the regime of protective upbringing under Article 22 (a) of the Swedish Law of June 6th, 1924.

The Amsterdam Cantonal Court, on June 2nd, 1954, appointed Jan Albertus Idema, of Dutch nationality, residing at Dordrecht, deputy-guardian of the infant, Marie Elisabeth Boll, her father being her guardian by operation of law.

The latter, jointly with the deputy-guardian, appealed against the institution of protective upbringing to the Provincial Government of Östergötland, which, by decision of June 22nd, 1954, confirmed the decision of the Child Welfare Board.

On August 5th, 1954, the Court of First Instance of Dordrecht, upon the application of the Guardianship Council of that town and with the consent of Johannes Boll, discharged the latter from his functions as guardian of Marie Elisabeth Boll and appointed Catharina Postema as guardian. The same judgment ordered that the child should be handed over to the guardian.

The Second Chamber of the Norrköping Court of First Instance, on September 16th, 1954, cancelled the previous registration of the guardianship of Johannes Boll and ordered that guardianship should no longer be administered according to Swedish law. In the same decision the Court dismissed an application for the removal of Emil Lindwall as *god man* of the infant Marie Elisabeth. The Court of Appeal of Göta, by decision of January 21st, 1955, maintained the *god man*, but a judgment of the Supreme Court of July 2nd, 1955, quashed this decision and discharged the *god man* of his functions.

An appeal having been lodged by Johannes Boll, Jan Albertus Idema and Catharina Postema, against the decision of the Provincial Government of Östergötland of June 22nd, 1954, the Supreme Administrative Court of Sweden, by a judgment of October 5th, 1954, maintained the measure of protective upbringing.

The Child Welfare Board of Norrköping, having before them a letter from the father of the infant Marie Elisabeth Boll, and an application by Jan Albertus Idema, decided on June 3rd, 1955, to obtain a further medical report before reviewing the measure of protective upbringing. On October 28th, 1955, the Provincial Government of Östergötland, on appeal by Catharina Postema and Jan Albertus Idema against this decision, ordered the measure of protective upbringing to be terminated. On appeal by the Child Welfare Board against that decision, the Supreme Administrative Court, by a judgment of February 21st, 1956, maintained the measure adopted by that Board on June 3rd, 1955.

Ces décisions intervenues, soit en Suède, soit aux Pays-Bas se réfèrent à l'organisation de la tutelle et à l'application de la loi suédoise sur la protection de l'enfance. Les décisions relatives à l'organisation de la tutelle sont hors de cause. Le différend se rapporte aux décisions suédoises qui ont institué et maintenu l'éducation protectrice. C'est de ces décisions que le Gouvernement des Pays-Bas se plaint et c'est sur elles uniquement que la Cour doit statuer.

Le Gouvernement des Pays-Bas soutient que ces décisions ne sont pas conformes aux dispositions de la Convention de 1902. L'institution de l'éducation protectrice à l'égard de Marie Elisabeth Boll met obstacle à ce que la mineure soit remise à la tutrice pour l'exercice de ses fonctions. La Convention de 1902 établit que la tutelle d'un mineur est régie par sa loi nationale et le Gouvernement des Pays-Bas en déduit que les autorités suédoises ne pouvaient prendre aucune mesure dès que les autorités nationales avaient pris des décisions organisant la tutelle de la mineure. La restriction apportée au principe de la loi nationale par l'article 7 de la Convention, selon le Gouvernement des Pays-Bas, ne s'applique pas au cas actuel parce que l'éducation protectrice suédoise n'est pas une mesure permise par cet article et parce que la condition d'urgence exigée par cette disposition n'a pas été remplie.

Le Gouvernement de la Suède ne conteste pas que l'éducation protectrice entrave temporairement la garde que détient la tutrice en vertu de la tutelle conformément au droit néerlandais; ce fait cependant ne constitue pas une violation de la Convention de 1902 ni un manquement aux obligations qui en résultent pour la Suède. Il fait valoir, pour soutenir sa thèse, les motifs suivants:

1° Le droit de garde, au moment où la mineure a été placée sous le régime de l'éducation protectrice, appartenait à son père et était chez celui-ci un attribut de la puissance paternelle, laquelle n'est pas régie par la Convention de 1902 sur la tutelle. Dans les circonstances où M^{me} Postema a été investie de la tutelle et du droit de garde, la Convention de 1902 n'est pas davantage applicable à celui-ci, qui n'était que la continuation du droit de garde du père.

2° La loi suédoise sur la protection de l'enfance du 6 juin 1924 est applicable à tout mineur domicilié en Suède et la compétence que cette loi attribue aux autorités suédoises reste en dehors de la Convention, laquelle règle exclusivement les conflits de lois et de juridiction relatifs à la tutelle des mineurs, sans s'étendre au règlement d'autres conflits de lois. La loi sur la protection de l'enfance étant une loi d'ordre public, l'éducation protectrice instituée par les autorités suédoises ne constitue pas une violation de la Convention de 1902, laquelle ne peut affecter le droit des États

These decisions given in Sweden and in the Netherlands relate to the organization of guardianship and to the application of the Swedish Law on the protection of children. The Court is not concerned with the decisions relating to the organization of guardianship. The dispute relates to the Swedish decisions which instituted and maintained protective upbringing. It is of these decisions that the Government of the Netherlands complains, and it is only upon them that the Court is called upon to adjudicate.

The Government of the Netherlands submits that these decisions are not in conformity with the provisions of the 1902 Convention. The institution of protective upbringing in the case of Marie Elisabeth Boll prevents the infant from being handed over to the guardian for the exercise of her functions. The 1902 Convention provides that the guardianship of an infant shall be governed by his national law, and the Government of the Netherlands draws the conclusion that the Swedish authorities could take no measure once the national authorities had taken decisions organizing guardianship of the infant. The limitation on the principle of the national law contained in Article 7 of the Convention, according to the Government of the Netherlands, is not applicable to the present case because Swedish protective upbringing is not a measure permitted by that Article and because the condition of urgency required by that provision has not been satisfied.

The Government of Sweden does not dispute the fact that protective upbringing temporarily impedes the exercise of custody to which the guardian is entitled by virtue of guardianship under Dutch law; this fact, however, does not constitute a breach of the 1902 Convention or a failure by Sweden to fulfil her obligations thereunder. In support of its contentions the Government of Sweden relies upon the following grounds:

(1) The right to custody, at the time when the infant was placed under the regime of protective upbringing, belonged to her father, and it was in his case an attribute of the *puissance paternelle*, which is not governed by the 1902 Convention on guardianship. In the circumstances in which guardianship and the right to custody were conferred on Mme Postema, the 1902 Convention is equally inapplicable to that right which was merely the continuation of the father's right to custody.

(2) The Swedish Law for the protection of children of June 6th, 1924, applies to every infant residing in Sweden, and the jurisdiction which that Law confers upon the Swedish authorities remains outside the Convention, which governs only conflicts of law and of jurisdiction in respect of the guardianship of infants and which does not extend to the settlement of other conflicts of law. The Law for the protection of children being a law within the category of *ordre public*, the protective upbringing decreed by the Swedish authorities does not constitute a breach of the 1902 Convention, the Conven-

contractants d'imposer aux pouvoirs du tuteur étranger, comme du reste aux parents étrangers, des limitations réclamées par l'ordre public.

Se référant au premier moyen de défense présenté par le Gouvernement suédois, la Cour constate que dans la procédure écrite et au cours des débats une distinction a paru être faite entre la période où Johannes Boll était investi de la tutelle de sa fille en vertu de la loi néerlandaise, loi applicable d'après l'article premier de la Convention de 1902, et la période où le père, ayant été déchargé de la tutelle, celle-ci avait été confiée à M^{me} Postema. Cela peut conduire à distinguer entre l'établissement initial du régime de l'éducation protectrice à l'égard de la mineure et son maintien sous ce régime en face de la tutelle conférée à M^{me} Postema. La Cour estime n'avoir pas à s'attacher à cette distinction. Les motifs de décision qu'elle retiendra s'appliquent à l'ensemble du différend.

La Cour se trouve en présence d'une mesure prise en application de la loi suédoise du 6 juin 1924 sur la protection de l'enfance et de la jeunesse. Il lui faut considérer cette mesure selon ce que la loi suédoise a entendu instituer, la comparer à la tutelle que la Convention de 1902 a réglée et déterminer si l'application et le maintien de ladite mesure à une mineure dont la tutelle relève de cette convention comportent un manquement à celle-ci.

Il a été allégué que ladite mesure « équivaut virtuellement à une tutelle », qu'elle constitue une « tutelle rivale » de la tutelle néerlandaise de sorte que celle-ci, par l'effet de cette mesure, serait « complètement absorbée, dissoute, contrecarrée et mise en échec ».

Pour apprécier la valeur de cette thèse, il convient de considérer l'attitude adoptée à l'égard de la tutelle néerlandaise par les jugements rendus en Suède.

En ce qui concerne l'administration des biens, le jugement du Tribunal de Norrköping du 16 septembre 1954 et l'arrêt de la Cour suprême du 2 juillet 1955 procèdent l'un et l'autre de la reconnaissance de la tutelle néerlandaise. Quant à la qualité de la tutrice pour s'occuper de la personne de la mineure, cette qualité lui a été reconnue dans la décision de la Cour suprême administrative du 5 octobre 1954 rendue sur recours formé par la tutrice; mention y était faite de la circonstance que la décision du Tribunal de Dordrecht nommant tutrice M^{me} Postema s'appliquait également à la garde de l'enfant, et de la demande de la tutrice de voir mettre fin au régime de l'éducation protectrice; cette demande était rejetée non pas en la déclarant irrecevable mais après examen au fond et parce qu'il apparaissait à la Cour que l'admettre aurait alors constitué un danger sérieux pour la santé mentale de la pupille.

tion being incapable of affecting the right of the contracting States to make the powers of a foreign guardian, as indeed foreign parents, subject to the restrictions required by *ordre public*.

With reference to the first ground relied upon by the Swedish Government, the Court observes that in the written and oral proceedings a distinction appears to have been made between the period during which Johannes Boll was invested with the guardianship of his daughter under Dutch law, the law applicable in accordance with Article 1 of the 1902 Convention, and the period after he had been released from guardianship when the latter was entrusted to Mme Postema. That may lead to a distinction being drawn between the original institution of the regime of protective upbringing in respect of the infant and her maintenance under this regime in face of the guardianship conferred upon Mme Postema. The Court does not consider that it need be concerned with this distinction. The grounds for its decision are applicable to the whole of the dispute.

The Court has before it a measure taken in pursuance of the Swedish Law of June 6th, 1924, on the protection of children and young persons. It has to consider this measure in the light of what it was the intention of the Swedish Law to establish, to compare it with the guardianship governed by the 1902 Convention and to determine whether the application and the maintenance of the measure in respect of an infant whose guardianship falls within that Convention involve a breach of the Convention.

It has been contended that the measure is one "virtually amounting to guardianship", that it constitutes a "rival guardianship" in competition with the Dutch guardianship so that the latter, as a result of the measure, "is completely absorbed, whittled away, overruled and frustrated".

To judge of the correctness of this argument it is necessary to consider the attitude adopted with regard to the Dutch guardianship by the judgments given in Sweden.

So far as the administration of property is concerned, the judgment of the Norrköping Court of September 16th, 1954, and the judgment of the Supreme Court of July 2nd, 1955, both proceeded on the basis of recognition of the Dutch guardianship. With regard to the capacity of the guardian to concern herself with the person of the infant, that capacity was recognized in the decision of the Supreme Administrative Court of October 5th, 1954, given on an appeal lodged by the guardian; reference was there made to the fact that the decision of the Dordrecht Court, appointing Mme Postema as guardian, extended to the custody of the child and to the claim of the guardian that the regime of protective upbringing should be terminated; this claim was dismissed, not on the ground that it was inadmissible, but after it had been considered on the merits and because it appeared to the Court that to uphold it would,

L'arrêt de la Cour suprême administrative du 21 février 1956 mérite une attention particulière. Cet arrêt a été rendu sur recours contre la décision du Gouvernement de la province d'Östergötland qui s'était prononcé en faveur de la levée de la mesure d'éducation protectrice: à s'en tenir là, le différend disparaissait faute d'objet. Il n'a d'objet réel qu'à la suite de l'arrêt du 21 février 1956 qui décide le maintien de ladite mesure. Or cet arrêt, ainsi que la décision qu'il réforme, a été rendu en présence et compte tenu du désir exprimé par la tutrice, M^{me} Postema, de confier la mineure à M. et M^{me} Törnquist, à Norrköping. La Cour suprême administrative n'a pas contesté la qualité de M^{me} Postema pour agir devant elle; elle a par là reconnu sa qualité de tutrice et son titre à s'occuper de la personne de la mineure; elle n'a pas élevé l'éducation protectrice en institution dont l'effet serait d'absorber complètement la tutelle néerlandaise; elle s'est bornée, pour des motifs qui ne relèvent pas de l'examen de la Cour, à ne pas trouver dans le désir de la tutrice et les bons renseignements qu'elle donnait sur le ménage ayant sa confiance, des motifs suffisants pour mettre fin, à l'égard de la mineure, au régime de l'éducation protectrice. Enfin, sous le régime ainsi maintenu, celui à qui l'office des mineurs a confié la mineure n'a pas la qualité et les droits d'un tuteur. Il la reçoit, veille sur elle, pourvoit aux soins de sa santé: la mineure est confiée à ses soins comme elle aurait été confiée aux soins du ménage Törnquist si le désir de la tutrice avait prévalu.

L'éducation protectrice appliquée à la mineure, telle qu'elle apparaît dans ces décisions, c'est-à-dire dans les données de fait du présent litige, ne saurait être considérée comme une tutelle rivale de la tutelle constituée aux Pays-Bas conformément à la Convention de 1902.

La mesure suédoise d'éducation protectrice telle qu'elle a été établie et maintenue à l'égard de Marie Elisabeth Boll a apporté des obstacles au plein exercice par la tutrice de son droit de garde. Celle-ci, comme il vient d'être rappelé, a invoqué devant la Cour suprême administrative son intention de confier la mineure à un ménage de son choix: cette intention correspondait assurément à l'exercice par la tutrice de son droit de garde. La tutrice ne demandait cependant pas qu'il fût donné suite purement et simplement à cette intention; elle invoquait celle-ci pour qu'il fût mis fin au régime de l'éducation protectrice. La Cour suprême administrative, par son arrêt du 21 février 1956, a rejeté cette demande. Ce faisant, cette Cour s'est sans doute bornée à statuer sur le maintien de l'éducation protectrice, mais en même temps elle a apporté un

at that time, have constituted a serious danger to the mental health of the ward.

The judgment of the Supreme Administrative Court of February 21st, 1956, merits particular attention. This judgment was given on an appeal against a decision of the Provincial Government of Östergötland which had held that the measure of protective upbringing should be terminated: if matters had ended there, there would have been no subject for dispute. There is a subject for dispute only as a result of the judgment of February 21st, 1956, which decided that the measure should be maintained. That judgment was given, as the decision appealed against had been, in the light of and taking into account the desire expressed by the guardian, Mme Postema, to entrust the infant to M. and Mme Törnquist, at Norrköping. The Supreme Administrative Court did not question Mme Postema's capacity to take proceedings before it, and it thereby recognized her capacity as guardian and her right to concern herself with the person of the infant; it did not raise protective upbringing to the status of an institution, the effect of which would be completely to absorb the Dutch guardianship; it confined itself, for reasons outside the scope of the Court's examination, to finding that the desire of the guardian and the satisfactory information which she gave with regard to the household which enjoyed her confidence did not constitute sufficient grounds for terminating the regime of protective upbringing applied to the infant. Finally, under the regime thus maintained, the person to whom the Child Welfare Board has entrusted the infant has not the capacity and rights of a guardian. He receives her, watches over her, provides for the care of her health: the infant is entrusted to his care as she would have been entrusted to the care of the Törnquist family if the guardian's wish had been carried out.

The protective upbringing applied to the infant, as it appears in these decisions, i.e. according to the facts in the present case, cannot be regarded as a rival guardianship to the guardianship established in the Netherlands in accordance with the 1902 Convention.

The Swedish measure of protective upbringing, as instituted and maintained in respect of Marie Elisabeth Boll, placed obstacles in the way of the full exercise by the guardian of her right to custody. Before the Supreme Administrative Court she relied, as has been recalled, upon her intention to entrust the infant to a home of her choice: that intention clearly corresponded to an exercise by the guardian of her right to custody. The guardian was not, however, asking that her intention should simply be acted upon; she relied upon it as a reason for terminating the regime of protective upbringing. The Supreme Administrative Court, by its judgment of February 21st, 1956, dismissed her claim. In dismissing it, the Court limited itself no doubt to adjudicating upon the maintenance of protective upbringing, but, at the same time, it placed an

obstacle au plein exercice du droit de garde appartiennent à la tutrice. Est-ce là un manquement à l'article 6 de la Convention de 1902 aux termes duquel « l'administration tutélaire s'étend à la personne ... du mineur » ?

Pour répondre à cette question, la Cour, ainsi qu'il a été dit précédemment, n'a pas à rechercher les motifs réels ou allégués qui ont déterminé ou influencé les décisions critiquées. Elle n'est appelée à prononcer que sur la compatibilité de la mesure prise avec les obligations résultant pour la Suède de la Convention de 1902. Elle se trouve en présence d'une mesure établie en application d'une loi suédoise et qui apporte une entrave à l'exercice par la tutrice du droit de garde que lui reconnaît la loi néerlandaise conformément à la Convention de 1902. L'établissement et le maintien d'une telle mesure sont-ils incompatibles avec la Convention de 1902 ?

La Cour n'est pas en présence d'une situation dans laquelle il lui suffirait de dire qu'une loi nationale ne peut prévaloir sur les obligations assumées par traité. Il lui est demandé de dire si la mesure prise et contestée est ou non compatible avec les obligations incombant à la Suède en vertu de la Convention de 1902. Elle doit pour cela déterminer quelles sont les obligations imposées par cette convention, jusqu'où elles s'étendent et, spécialement, déterminer si, en disposant que la tutelle d'un mineur est régie par la loi nationale de celui-ci, la Convention de 1902 a entendu interdire l'application à un mineur étranger d'une loi telle que la loi suédoise sur la protection de l'enfance.

La Convention de 1902 répond, comme l'indique son préambule, à l'intention d'« établir des dispositions communes pour régler la tutelle des mineurs ». Elle prescrit l'application de la loi nationale du mineur pour l'établissement et le fonctionnement de la tutelle en étendant expressément, par son article 6, l'administration tutélaire à la personne et à l'ensemble des biens du mineur. Elle ne va pas au-delà et même il a pu être relevé qu'elle ne règle pas complètement cette matière, ce qui doit mettre en garde contre une interprétation qui la ferait sortir de son cadre propre. En disposant que la tutelle et, en particulier, que le droit de garde du tuteur sont régis par la loi nationale du mineur, la Convention a entendu déterminer quelle est la loi compétente pour régler ces points. Elle a voulu, conformément à l'objet général des conférences de droit international privé, mettre fin aux oppositions de vues touchant la préférence à donner ici à la loi nationale du mineur, à la loi de son domicile, etc., mais elle n'a pas entendu établir, dans le domaine de la tutelle et spécialement du droit de garde, une immunité du mineur et du tuteur au regard de l'ensemble de la législation locale. La législation locale en matière de tutelle est en principe exclue, mais non toutes les autres dispositions de la législation locale.

obstacle in the way of the full exercise of the right to custody belonging to the guardian. Does this constitute a failure to observe the 1902 Convention, Article 6 of which provides that "the administration of a guardianship extends to the person... of the infant"?

In order to answer this question, it is not necessary, as has already been said, for the Court to ascertain the real or alleged reasons which determined or influenced the decisions complained of. It is called upon to pronounce only on the compatibility of the measure with the obligations binding upon Sweden under the 1902 Convention. It has before it a measure instituted pursuant to a Swedish law which impedes the exercise by the guardian of the right to custody conferred upon her by Dutch law in accordance with the 1902 Convention. Are the imposition and maintenance of such a measure incompatible with the 1902 Convention?

The Court is not confronted by a situation in which it would suffice for it to say that a national law cannot override the obligations assumed by treaty. It is asked to say whether the measure taken and impugned is or is not compatible with the obligations binding upon Sweden by virtue of the 1902 Convention. To do that, it must determine what are the obligations imposed by that Convention, how far they extend and, especially, it must determine whether, by stipulating that the guardianship of an infant is governed by the national law of the infant, the 1902 Convention intended to prohibit the application to a foreign infant of a law such as the Swedish Law on the protection of children.

The 1902 Convention, as indicated by its preamble, was designed to "lay down common provisions to govern the guardianship of infants". It provides for the application of the national law of the infant for the institution and operation of guardianship by expressly extending in Article 6 the administration of a guardianship to the person and to all the property of the infant. It goes no farther than that, and indeed it has been pointed out that it does not make complete provision for guardianship, which should serve as a warning against any construction which would extend it beyond its true scope. In providing that guardianship and, in particular, that the guardian's right to custody should be governed by the national law of the infant, the Convention was intended to determine what law should be applied to settle these points. It was intended, in accordance with the general purpose of the Conferences on Private International Law, that it should put an end to the divergences of view as to whether preference ought to be given in this connection to the national law of the infant, to that of his place of residence, etc., but it was not intended to lay down, in the domain of guardianship, and particularly of the right to custody, any immunity of an infant or of a guardian with respect to the whole body of the local law. The local law with regard to guardianship is in principle excluded, but not all the other provisions of the local law.

Des points de contact se rencontrent parfois entre ce que régit la loi nationale du mineur applicable à la tutelle et les matières relevant de la loi locale. Il n'en résulte pas que la loi nationale du mineur doive alors l'emporter toujours sur l'application de la loi locale et que, par suite, l'exercice des pouvoirs du tuteur échappe toujours à l'application des lois locales portant sur d'autres objets que l'attribution de la tutelle et la détermination des pouvoirs et obligations du tuteur. Par exemple si, pour l'exercice de l'administration tutélaire à l'égard de la personne ou des biens du mineur, le tuteur a besoin de se rendre dans un autre pays que le sien, ce tuteur est soumis, pour ce déplacement, aux lois sur l'entrée et le séjour des étrangers. On est en cela en dehors du régime de la tutelle qu'a entendu régler la Convention de 1902.

Si, dans le pays où réside un mineur étranger auquel s'applique la Convention de 1902, les lois sur l'instruction obligatoire et la surveillance sanitaire des enfants, la formation professionnelle ou la participation de la jeunesse à certains travaux sont applicables aux étrangers, cela dans des conditions supposées conformes aux exigences du droit international et des traités concernant ces matières, le droit de garde du tuteur qu'il tient de la loi nationale du mineur ne peut mettre obstacle à l'application de ces lois à un mineur étranger. En consacrant la compétence de la loi nationale du mineur pour régler la tutelle, y compris le droit de garde du tuteur, la Convention de 1902 n'a pas entendu statuer sur autre chose que la tutelle dont l'objet propre est de pourvoir à la protection du mineur; elle n'a pas entendu régler ni restreindre le domaine d'application des lois qui répondent à des préoccupations d'un caractère général.

Il doit en être de même pour la loi suédoise sur la protection de l'enfance et de la jeunesse. Considérée dans son application aux enfants de nationalité suédoise, cette loi n'est pas une loi sur la tutelle, elle n'a pas trait à l'institution juridique de la tutelle. Elle est applicable, que le mineur soit sous la puissance paternelle des parents ou sous tutelle. L'éducation protectrice qui en est une application se superpose, quand il y a lieu, à l'une ou à l'autre, sans annuler l'une ou l'autre mais en en paralysant les effets dans la mesure où ceux-ci seraient contraires aux exigences de l'éducation protectrice.

La Convention de 1902 doit-elle être interprétée en ce sens que — sans le dire et parce qu'elle fait régler la tutelle du mineur par sa loi nationale — elle a entendu prohiber l'application de toute disposition légale portant sur un objet différent dont l'effet indirect serait de limiter, sans le supprimer, le droit de garde du tuteur? L'interpréter ainsi serait dépasser le but de cette Convention. Celle-ci s'est proposé de mettre fin, en matière de tutelle, aux difficultés naissant du conflit des lois. Tel est son seul but. Elle

There may be some points of contact between matters governed by the national law of the infant which is applicable to guardianship and matters falling within the ambit of the local law. It does not follow that in such cases the national law of the infant must always prevail over the application of the local law and that, accordingly, the exercise of the powers of a guardian is always beyond the reach of local laws dealing with subjects other than the assignment of guardianship and the determination of the powers and duties of a guardian. If, for instance, for the purposes of the administration of guardianship in respect of the person or the property of an infant, a guardian finds it necessary to travel to some foreign country, he will, so far as his journey is concerned, be subject to the laws relating to the entry and residence of foreigners. This is something outside the scope of guardianship as regulated by the 1902 Convention.

If, in a country in which a foreign infant, to whom the 1902 Convention applies, is living, laws relating to compulsory education and the sanitary supervision of children, professional training or the participation of young people in certain work, are applicable to foreigners, in circumstances assumed to be in conformity with the requirements of international law and of treaties governing these matters, a guardian's right to custody under the national law of the infant cannot override the application of such laws to a foreign infant. In adopting the national law of the infant as the proper law to govern guardianship, including the guardian's right to custody, the 1902 Convention was not intended to decide upon anything other than guardianship, the true purpose of which is to make provision for the protection of the infant; it was not intended to regulate or to restrict the scope of laws designed to meet pre-occupations of a general character.

The same must be true of the Swedish Law on the protection of children and young persons. Considered in its application to children of Swedish nationality, the Law is not a law on guardianship, it does not relate to the legal institution of guardianship. It is applicable whether the infant be within the *puissance paternelle* of the parents or under guardianship. Protective upbringing which constitutes an application of the Law is superimposed, when that is necessary, on either, without bringing either to an end but paralyzing their effects to the extent that they are in conflict with the requirements of protective upbringing.

Is the 1902 Convention to be construed as meaning—tacitly, for the reason that it provides that the guardianship of an infant shall be governed by his national law—that it was intended to prohibit the application of any legislative enactment on a different subject-matter the indirect effect of which would be to restrict, though not to abolish, the guardian's right to custody? So to interpret the Convention would be to go beyond its purpose. That purpose was to put an end, in questions of guardianship, to diffi-

y a pourvu en établissant à cet effet des règles communes que les États contractants doivent respecter. Ce serait dépasser cet objet que d'entendre la Convention comme limitant le droit des États contractants d'appliquer leurs propres lois portant sur une matière différente.

La Convention de 1902 détermine le domaine d'application des lois de chaque État contractant en matière de tutelle. Elle le fait en obligeant chaque État contractant à appliquer la loi nationale du mineur. Si la Convention de 1902 avait entendu régler le domaine d'application de lois telles que la loi suédoise sur la protection de l'enfance et de la jeunesse, il en résulterait que cette loi devrait être appliquée aux mineurs suédois se trouvant en pays étranger. Or, nul n'a prétendu attribuer à cette loi un tel effet extraterritorial. C'est donc que la Convention de 1902 est étrangère à la détermination du domaine d'application d'une telle loi.

La comparaison entre l'objet de la Convention de 1902 et celui de la loi suédoise sur la protection de l'enfance fait apparaître que l'objet de celle-ci la place en dehors du cadre d'application de ladite Convention.

La Convention de 1902 ne s'est pas attachée à définir ce qu'elle entend par tutelle, mais il n'est pas douteux que les législations entre lesquelles elle a cherché à établir une certaine harmonie en déterminant la loi compétente pour régir cette institution entendaient et entendent par tutelle une institution dont l'objet est la protection du mineur : protection et direction de sa personne, sauvegarde de ses intérêts pécuniaires, substitut à son incapacité juridique. La tutelle et l'éducation protectrice ont certains buts communs. Le régime de l'éducation protectrice présente cette particularité qu'il n'est appelé à jouer qu'à l'égard d'enfants qui, en raison de causes propres ou extérieures à eux, sont dans une situation anormale — une situation qui, si elle se prolonge, est susceptible de faire surgir des dangers qui dépasseraient la personne de l'enfant. L'éducation protectrice contribue à la protection de l'enfant mais en même temps et surtout elle est destinée à protéger la société contre les dangers résultant de la mauvaise éducation, de l'hygiène défectueuse ou de la perversion morale de la jeunesse. La Convention de 1902 a admis que la tutelle, pour atteindre son but de protection individuelle, a besoin d'être régie par la loi nationale du mineur ; pour atteindre le but de garantie sociale qui est le sien, la loi suédoise sur la protection de l'enfance et de la jeunesse a besoin de s'appliquer à toute la jeunesse vivant en Suède.

L'établissement de l'éducation protectrice n'est pas, comme la tutelle, opéré pour une durée fixée à l'avance et pour être maintenu durant celle-ci. Le service public de protection de l'enfance a beaucoup plus de souplesse précisément parce que les mesures prises

culties arising from the conflict of laws. That was its only purpose. It was sought to achieve it by laying down to this end common rules which the contracting States must respect. To understand the Convention as limiting the right of contracting States to apply laws on a different topic would be to go beyond that purpose.

The 1902 Convention determines the domain of application of the laws of each contracting State in the matter of guardianship. It does this by requiring each contracting State to apply the national law of the infant. If the 1902 Convention had intended to regulate the domain of application of laws such as the Swedish Law on the protection of children and young persons, it would follow that that Law should be applied to Swedish infants in a foreign country. But no one has sought to attribute such an extraterritorial effect to that Law. The 1902 Convention is therefore not concerned with the determination of the domain of application of such a law.

A comparison between the purpose of the 1902 Convention and that of the Swedish Law on the protection of children shows that the purpose of the latter places it outside the field of application of the Convention.

The 1902 Convention did not seek to define what it meant by guardianship, but there is no doubt that the legal systems, as between which it sought to establish some harmony by prescribing what was the proper law to govern that situation, understood and understand by guardianship an institution the object of which is the protection of the infant: the protection and guidance of his person, the safeguarding of his pecuniary interests and the fulfilling of the functions rendered necessary by his legal incapacity. Guardianship and protective upbringing have certain common purposes. The special feature of the regime of protective upbringing is that it is put into operation only in respect of children who, for reasons inherent in them or for causes external to them, are in an abnormal situation—a situation which, if allowed to continue, might give rise to danger going beyond the person of the child. Protective upbringing contributes to the protection of the child, but at the same time, and above all, it is designed to protect society against dangers resulting from improper upbringing, inadequate hygiene, or moral corruption of young people. The 1902 Convention recognizes the fact that guardianship, in order to achieve its aim of individual protection, needs to be governed by the national law of the infant; to achieve the aim of the social guarantee which it is the purpose of the Swedish Law on the protection of children and young persons to provide, it is necessary that it should apply to all young people living in Sweden.

Protective upbringing is not, as is guardianship, applied for a pre-ordained period during which it is maintained. The public service of the protection of children is much more flexible, just because the measures taken depend upon the circumstances, and

sont inspirées par les circonstances et peuvent être modifiées suivant les changements qui surviennent. Ses fonctions correspondent à des préoccupations d'ordre moral et social. La loi suédoise ayant un but de garantie sociale a été présentée au nom du Gouvernement suédois comme une loi d'ordre public qui s'impose à ce titre à tous sur le territoire de la Suède. Les conséquences à tirer de ce caractère ont été longuement débattues devant la Cour. Il a été soutenu qu'une juste interprétation de la Convention de 1902 doit conduire à admettre que, portant unification entre les États contractants de certaines règles pour la solution de conflits de lois, cette Convention doit s'entendre comme comportant une réserve implicite autorisant à faire échec, pour motif d'ordre public, à l'application de la loi étrangère reconnue normalement compétente pour régir le rapport de droit considéré. On a invoqué qu'une telle exception est reconnue dans les systèmes de droit international privé des pays qui ont partiellement codifié entre eux cette branche du droit. La Cour n'estime pas nécessaire de se prononcer sur cette thèse. Elle recherche plus directement si, compte tenu de son objet, la Convention de 1902 pose des règles que les autorités suédoises auraient méconnues.

La Convention de 1902 s'est placée en face d'un problème de conflit de lois de droit privé. Elle présuppose l'hésitation que l'on a éprouvée dans le choix de la loi applicable à un rapport de droit déterminé: loi nationale de telle personne, loi du domicile, loi du juge saisi, etc. Elle a donné préférence à la loi nationale du mineur et ainsi prescrit au juge de tout État contractant d'appliquer une loi étrangère lorsque le mineur en cause est étranger. Il est parfaitement concevable que le juge d'un État applique dans certains cas une loi étrangère.

Tout autre est le sens de la question posée quand on se demande quel est le domaine d'application de la loi suédoise ou de la loi néerlandaise sur la protection de l'enfance. Les mesures prévues ou prescrites par la loi suédoise sont appliquées, tout au moins au premier stade, et tel a été le cas en l'espèce, par un organe administratif. Celui-ci ne peut agir que selon sa propre loi: il est inconcevable que l'office des mineurs suédois applique à un mineur néerlandais se trouvant en Suède la loi néerlandaise et tout aussi inconcevable que l'organe néerlandais compétent applique cette même loi à ce même mineur se trouvant à l'étranger. Ce que le juge suédois ou néerlandais peut faire en matière de tutelle, conformément à la Convention de 1902, à savoir appliquer une loi étrangère — loi néerlandaise ou loi suédoise suivant le cas —, les autorités de ces pays ne peuvent pas le faire en matière d'éducation protectrice. L'extension à cette situation de la Convention de 1902 conduirait à une impossibilité. On ne peut, par voie d'interprétation, diriger cette Convention vers un tel résultat.

can be modified in accordance with alterations in those circumstances. Its functions correspond to preoccupations of a moral and social order. The Swedish Law being designed to provide a social guarantee, it was presented, on behalf of the Government of Sweden, as a law of *ordre public* which, as such, is binding upon all those upon Swedish territory. The consequences to be drawn from such a characterization were argued at length before the Court. It was contended that a proper interpretation of the 1902 Convention must lead to recognition that this Convention, bringing about the unification as between the contracting States of certain rules for the settlement of conflicts of law, must be understood as containing an implied reservation authorizing, on the ground of *ordre public*, the overruling of the application of the foreign law recognized as normally the proper law to govern the legal relationship in question. It has been argued that such an exception is recognized in the systems of private international law of those countries which joined in the partial codification of this branch of the law. The Court does not consider it necessary to pronounce upon this contention. It seeks to ascertain in a more direct manner whether, having regard to its purpose, the 1902 Convention lays down any rules which the Swedish authorities have disregarded.

The 1902 Convention had to meet a problem of the conflict of private law rules. It presupposes the hesitation which was felt in the choice of the law applicable to a given legal relationship: the national law of an individual, the law of his place of residence, the *lex fori*, etc. It gave the preference to the national law of the infant and thereby prescribed to the courts of each contracting State that they should apply a foreign law when the infant involved was a foreigner. It is perfectly conceivable that the courts of a State should in certain cases apply a foreign law.

Very different is the sense of the question if it be asked what is the domain of the applicability of the Swedish Law or of the Dutch law on the protection of children. The measures provided for or prescribed by Swedish law are applied, at least in the first stage as was done in the present case, by an administrative organ. Such an organ can act only in accordance with its own law: it is inconceivable that the Swedish Child Welfare Board should apply Dutch law to a Dutch infant living in Sweden and equally inconceivable that the competent Dutch organ should apply Dutch law to such an infant living abroad. What a Swedish or Dutch Court can do in matters of guardianship, pursuant to the 1902 Convention, namely apply a foreign law—Dutch law or Swedish law as the case may be—the authorities of those countries cannot do in the matter of protective upbringing. To extend the 1902 Convention to such a situation would lead to an impossibility. It is not permissible so to construe the Convention as to bring about such a result.

La Convention de 1902 a pour but de mettre fin à la prétention concurrente de plusieurs lois de régler un même rapport de droit. Une telle prétention concurrente n'existe pas quand il s'agit des lois sur la protection de l'enfance et de la jeunesse. La prétention de chacune de ces lois est de s'appliquer dans le pays où elle a été édictée: une telle loi n'a pas et, on vient de le voir, ne peut pas avoir d'aspiration extraterritoriale, ce serait dépasser son but social ainsi que les moyens dont elle dispose. Le problème qui est à la base de la Convention de 1902 n'existe pas à l'égard de ces lois et le seul danger qui peut les menacer se trouverait dans la solution négative à laquelle on aboutirait si, par une interprétation extensive et qui, jusqu'ici, n'a pas paru justifiée, on refusait l'application de la loi suédoise aux enfants néerlandais vivant en Suède; la loi néerlandaise sur le même objet ne pouvant pas s'appliquer à eux, la protection de l'enfance et de la jeunesse voulue tant par la loi suédoise que par la loi néerlandaise se trouverait mise en échec. La Convention de 1902 n'a jamais entendu aboutir à une solution négative dans le domaine dont elle s'occupe: cela confirme que ce que l'on entend par la protection de l'enfance et de la jeunesse ne rentre pas dans le domaine de cette Convention.

Il est à peine besoin d'ajouter qu'aboutir à une solution qui mettrait obstacle à l'application de la loi suédoise sur la protection de l'enfance et de la jeunesse à un mineur étranger vivant en Suède serait méconnaître le but social de cette loi, but social dont l'importance a été ressentie dans de nombreux pays, surtout après la signature de la Convention de 1902. Le problème social de la jeunesse délinquante ou même simplement dévoyée et des enfants dont la santé, l'état mental ou le développement moral est compromis, bref mal adaptés à la vie sociale, a été souvent posé; des lois telles que la loi suédoise actuellement en cause ont été édictées dans plusieurs pays pour y pourvoir. La Cour ne pourrait aisément souscrire à une interprétation qui ferait de la Convention de 1902 un obstacle sur ce point au progrès social.

Il apparaît ainsi à la Cour que, malgré leurs points de contact et même malgré les empiétements que la pratique révèle, la Convention de 1902 sur la tutelle des mineurs laisse en dehors de son cadre la matière de la protection de l'enfance et de la jeunesse telle que l'entend la loi suédoise du 6 juin 1924. La Convention de 1902 n'a donc pu créer des obligations à la charge des États signataires dans un domaine qui est resté en dehors de ses préoccupations et, dès lors, la Cour ne relève pas, en l'espèce, de manquements à cette Convention à la charge de la Suède.

Cette constatation rend inutile l'examen d'une conclusion complémentaire énoncée par le Gouvernement des Pays-Bas à la suite de la conclusion principale qui n'est pas retenue par la Cour. D'autre part, en raison de la réponse donnée à la conclusion principale

The 1902 Convention was designed to put an end to the competing claims of several laws to govern a single legal relationship. There are no such competing claims in the case of laws for the protection of children and young persons. The claim of each of these laws is that it should be applied in the country in which it was enacted: such a law has not and, as has been seen, cannot have any extraterritorial aspiration, for that would exceed its social purpose as well as the means of which it disposes. The problem which was at the basis of the 1902 Convention does not exist in respect of these laws, and the only danger which could threaten them would lie in the negative solution which would be reached if, as a result of an extensive construction which has not heretofore been considered justified, the application of Swedish law was refused to Dutch children living in Sweden; since Dutch law on the same subject could not be applied to them, the protection of children and young persons, desired both by Swedish law and by Dutch law, would be frustrated. The 1902 Convention never intended that a negative solution should be reached in the domain with which it is concerned: this confirms that what is understood by the protection of children and young persons does not fall within the domain of the Convention.

It is scarcely necessary to add that to arrive at a solution which would put an obstacle in the way of the application of the Swedish Law on the protection of children and young persons to a foreign infant living in Sweden would be to misconceive the social purpose of that law, a purpose of which the importance was felt in many countries particularly after the signature of the 1902 Convention. The social problem of delinquent or even of merely misdirected young people, and of children whose health, mental state or moral development is threatened, in short, of those ill-adapted to social life, has often arisen; laws such as the Swedish Law now in question were enacted in several countries to meet the problem. The Court could not readily subscribe to any construction which would make the 1902 Convention an obstacle on this point to social progress.

It thus seems to the Court that, in spite of their points of contact and in spite, indeed, of the encroachments revealed in practice, the 1902 Convention on the guardianship of infants does not include within its scope the matter of the protection of children and of young persons as understood by the Swedish Law of June 6th, 1924. The 1902 Convention cannot therefore have given rise to obligations binding upon the signatory States in a field outside the matter with which it was concerned, and accordingly the Court does not in the present case find any failure to observe that Convention on the part of Sweden.

This finding makes it unnecessary to examine a further submission put forward by the Government of the Netherlands after the main submission which is not upheld by the Court. Furthermore, in view of the reply given to the main submission put forward by

présentée par le Gouvernement de la Suède, il n'y a pas lieu d'examiner sa conclusion subsidiaire.

Par ces motifs,

LA COUR,

Par douze voix contre quatre,

rejette la demande du Gouvernement des Pays-Bas.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-huit novembre mil neuf cent cinquante-huit, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et au Gouvernement du Royaume de Suède.

Le Président

(Signé) Helge KLAESTAD.

Le Greffier en exercice,

(Signé) S. AQUARONE.

M. KOJEVNIKOV, juge, déclare ne pouvoir se rallier ni aux motifs ni au dispositif de l'arrêt parce que, selon son avis, en partant du principe *pacta sunt servanda*, vu la complète évidence et netteté des droits et des obligations des Parties en vertu de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs, vu le caractère même de l'affaire et les faits connus, ainsi que les intérêts légitimes de la mineure dont il s'agit — de nationalité néerlandaise —, la Cour aurait dû reconnaître que les mesures des autorités administratives suédoises prises à l'égard de ladite mineure, qui entravent l'exercice du droit de la tutelle fondé sur le traité, ne sont pas conformes aux obligations qui incombent à la Suède vis-à-vis des Pays-Bas en vertu de la susmentionnée Convention de 1902, surtout des articles 1 et 6 de la Convention.

M. SPIROPOULOS, juge, bien que partageant l'opinion de la Cour qu'en l'espèce on ne saurait imputer à la Suède un manquement aux obligations découlant de la Convention de 1902, déclare qu'il croit devoir plutôt baser le rejet de la demande du Gouvernement des Pays-Bas sur le caractère d'ordre public de la loi suédoise sur

the Government of Sweden, it is unnecessary to examine its alternative submission.

For these reasons,

THE COURT,

By twelve votes to four,

rejects the claim of the Government of the Netherlands.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twenty-eighth day of November one thousand nine hundred and fifty-eight, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others will be transmitted to the Government of the Kingdom of the Netherlands and to the Government of the Kingdom of Sweden, respectively.

(Signed) Helge KLAESTAD,
President.

(Signed) S. AQUARONE,
Acting Registrar.

Judge KOJEVNIKOV states that he is unable to concur either in the reasoning or in the operative clause of the Judgment because, in his opinion, on the basis of the principle *pacta sunt servanda*, having regard to the fact that the rights and obligations of the Parties under the 1902 Convention governing the guardianship of infants are abundantly clear, having regard to the character of the case and the available facts, as well as the legitimate interests of the infant concerned—who is of Dutch nationality—the Court ought to have held that the measures taken by the Swedish administrative authorities in respect of the said infant, which impede the exercise of the right of guardianship based on the treaty, are not in conformity with the obligations binding upon Sweden *vis-à-vis* the Netherlands by virtue of the aforementioned 1902 Convention, in particular Articles 1 and 6 of the Convention.

Judge SPIROPOULOS states that, although he shares the opinion of the Court that Sweden cannot be held to have failed to respect her obligations under the 1902 Convention in this case, he considers that the rejection of the claim of the Government of the Netherlands ought rather to be based upon the character of *ordre public*

la protection de l'enfance et de la jeunesse. A son avis, ce caractère permet à cette loi de faire échec à la Convention de 1902 étant donné que la Convention de 1902 doit s'entendre comme comportant une réserve implicite autorisant à faire échec, pour des raisons d'ordre public, à l'application de la loi étrangère compétente, d'après la Convention en question, pour régir le rapport de droit considéré.

M. BADAWI, Sir Hersch LAUTERPACHT, MM. MORENO QUINTANA, WELLINGTON KOO et Sir Percy SPENDER, juges, se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, joignent à l'arrêt l'exposé de leur opinion individuelle.

M. ZAFRULLA KHAN, Vice-Président, déclare se rallier d'une façon générale à l'opinion de M. WELLINGTON KOO.

MM. WINIARSKI, CORDOVA, juges, et M. OFFERHAUS, juge *ad hoc*, se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, joignent à l'arrêt l'exposé de leur opinion dissidente.

(Paraphé) H. K.

(Paraphé) S. A.

of the Swedish Law on the protection of children and young persons. In his opinion, this character enables the Law to override the 1902 Convention, since the 1902 Convention must be understood as containing an implied reservation authorizing, on the ground of *ordre public*, the overruling of the application of the foreign law recognized as the proper law, in accordance with the Convention, to govern the legal relationship in question.

Judges BADAWI, Sir Hersch LAUTERPACHT, MORENO QUINTANA, WELLINGTON KOO and Sir Percy SPENDER, availing themselves of the right conferred upon them by Article 57 of the Statute, append to the Judgment of the Court statements of their separate opinions.

Vice-President ZAFRULLA KHAN states that he agrees generally with Judge WELLINGTON KOO.

Judges WINIARSKI, CORDOVA and M. OFFERHAUS, Judge *ad hoc*, availing themselves of the right conferred upon them by Article 57 of the Statute, append to the Judgment of the Court statements of their dissenting opinions.

(Initialled) H. K.

(Initialled) S. A.